

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGELEASE FRANCE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 248 500 005 €
Siège social : 53, rue du Port - CS 90201 - 92724 NANTERRE CEDEX
410 736 169 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par décisions de l'Associé Unique le 26 mai 2025**I. – Bilan social au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & 21)	698 727	693 693
- A vue	1 088	3 167
- A terme	697 640	690 526
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de LOA (note 2 & note 2bis & note 2ter)	2 988 437	2 428 859
Opérations de location simple (note 2 & note 2bis & note 2ter)	271 324	260 811
Immobilisations incorporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Immobilisations corporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Autres actifs (note 4)	28 342	29 913
Comptes de régularisation (note 5)	11 267	22 149
Total actif	3 998 097	3 435 425
Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit (note 6 & note 21)	3 281 385	2 720 026
- A vue	8 767	3 339
- A terme	3 272 617	2 716 688
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	1 765	2 439
Autres dettes :		
- A vue	1 765	2 439
- A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 7)	134 377	170 556
Comptes de régularisation (note 9)	56 180	46 277
Provisions (note 8)	4 408	4 742
Capital souscrit (note 10)	248 500	248 500
Réserves (note 10)	465	465
Amortissements dérogatoires (note 10)	602 716	542 737
Subvention d'investissement (note 10)	2 889	2 483
Report à nouveau (note 10)	-302 801	-314 732
Résultat de l'exercice (+/-)	-31 786	11 931
Total passif	3 998 097	3 435 425

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 11)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	288 143	340 548
Engagements sur instruments financiers (note 11)		
Engagements de garantie (note 11)		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 12)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	136 081	150 839
Engagements sur instruments financiers (note 12)		
Engagements de garantie (note 12)		
Engagements reçus sur opérations de crédit bail		

II. – Compte de résultat 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	14 534	11 494
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	14 534	11 494
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 bis) :	-77 154	-35 086
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-77 154	-35 086
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	1 040 729	883 915
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-943 673	-840 586
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	91 084	88 189
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-89 152	-89 579
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	627	569
- Commissions (charges)	-30	-28
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15) :	106	112
- Produits divers de gestion courante	106	112
- Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Autres charges d'exploitation (note 15) :	-203	-318
- Charges diverses de gestion courante	-203	-318
- Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	36 868	18 681
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-13 601	-10 331
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-13 601	-10 331
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	23 267	8 350
+/- Coût du risque (note 17)	-6 817	-8 153
Résultat d'exploitation	16 451	196
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	16 451	196
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	11 742	-4 577
+/- Provisions réglementées (note 20)	-59 979	16 312
+/- Résultat de l'exercice	-31 786	11 931

III. – Notes annexes aux comptes sociaux

I. – Activité

SOGELEASE est une société qui finance en crédit-bail mobilier et location financière des clients des marchés des professionnels et des entreprises du groupe société Générale.

II. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGELEASE France sont consolidés au niveau de la SOCIETE GENERALE située
Tour Société Générale 92972 Paris la Defense cedex

III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. – Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

B. – Immobilisations

B1. – Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de bureau, informatique, et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, qui abroge les règlements CRC antérieurs, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

B2. – Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues pour les deux catégories d'immobilisations ci-dessus sont les suivantes :

- Agencements et installations	8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériel informatique	3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage	4 ans à 7 ans

B3. – Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de progiciels dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

B4. – Réserve Latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière était de 802 789 K€ à l'ouverture et de 854 364 K€ au 31 décembre 2024.

C. – Reconnaissance des loyers

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat.

Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer.

Ces produits s'élèvent à 8 095 k à fin décembre 2024.

D. – Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07 qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
 - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclasserement.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimations de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux années précédentes, sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclasserement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin décembre 2024, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 24 M€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 5 228 K€.

Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut, s'il ne l'était pas déjà, à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an, si la restructuration est validée avant le 20 oct. 2021 (mise en place de la Nouvelle Définition du Défaut).
Si une restructuration est validée après le 20 octobre 2021 sur une contrepartie saine, celle-ci pourra rester en sain si la décote résultante est < 1 %, et sauf décision contraire du gestionnaire (cf. application des lignes directrices de l'EBA du 2 avril 2021)
- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1^{er} impayé,
- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

La société est entrée au 01/01/1998 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale. Le produit ou la charge est constaté au titre dudit exercice.

E. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

F. – Impôt sur les sociétés

Sogelease fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI) depuis le 01/01/1998.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogelease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

G. – Commissions

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

H. – Rémunération des dirigeants

SOGELEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Président) est rémunéré par SOGELEASE via une refacturation de SOCIETE GENERALE, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

SOGELEASE a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

Aucune avance ni crédit n'a été consenti au cours de l'année 2024.

I. – Provision de passif

La provision est destinée à couvrir la VNC ITNL pour 4 021 K€.

J. – Régime Intégration Fiscale

La société SOGELEASE France est sous le régime d'intégration fiscale du Groupe SG.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

K. – Transaction avec les parties liées.

En application du règlement de l'ANC n°2010-04 du 7 octobre 2010, abrogé et repris par ANC N° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

L. – Faits marquants de l'exercice

Néant.

M. – Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances à vue	1 088	3 167
Créances à terme	697 640	690 526
Total	698 727	693 693

Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2024	Amortissements et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2024
Crédit bail mobilier						
Immobilisations	4 884 815	1 567 612	943 417	5 509 010	2 546 374	2 962 636
Créances douteuses	14 675	4 979	0	19 653	9 411	10 242
Créances douteuses compromises **	33 196	0	122	33 074	26 956	6 117
Créances rattachées	26 005	0	6 947	9 441		9 441
Dont commissions restant à étaler*	3 421	0		4 398	0	4 398
Total	4 958 690	1 572 591	950 487	5 571 179	2 582 742	2 988 437
Location financière						
Immobilisations	543 041	108 369	84 403	567 007	302 710	264 297
Créances douteuses	6	0	5	0	0	0
Créances douteuses compromises **	267	0	243	25	20	4
Créances rattachées	8 308	0	1 285	7 023		7 023
Dont commissions restant à étaler*	382	0		412		412
Total	551 622	108 369	85 936	574 055	302 731	271 324

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit bail et LOA" et "opérations de location simple"

Note 2 bis. – Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Crédit bail mobilier (1)	36 072	36 367	36 072	36 367
Créances douteuses	9 403	9 411	9 403	9 411
Créances douteuses compromises	26 669	26 956	26 669	26 956
Location financière (1)	33	20	33	20
Créances douteuses	4	0	4	0
Créances douteuses compromises	29	20	29	20
Total	36 105	36 388	36 105	36 388

(1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2024 s'élève à 7 614 K€. Les reprises de provisions afférentes ont bien été comptabilisées sur l'exercice.

Aucune perte constatée sur les créances douteuses compromises.

Note 2 ter. – Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2023	Dotations Linéaires	Dégressives	Reprises et Reclassements	Amortissements 31/12/2024
Crédit bail mobilier	2 493 760	903 732		851 118	2 546 374
Location financière	290 777	88 214		76 281	302 710
Reprise d'amortissements excédentaires	0	0			0
Total	2 784 537	991 946	0	927 399	2 849 085

Note 3. – immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2024	Amortissements et dépréciations	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles	86	0		0		86	86	0
Immobilisations corporelles	0		0			0	0	0
Total	86	0	0	0	0	86	86	0

Note 3 bis. – amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2023	Dotations Linéaires	Reprises	Virements Comptables	Amortissements et dépréciations 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	86	0	0		86
Immobilisations corporelles	0		0		0
Total	86	0	0	0	86

Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Etat, impôts et taxes	237	313
Débiteurs divers	28 105	29 600
Total	28 342	29 913

Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	9	11
Produits à recevoir	11 257	22 134
Divers	0	4
Total	11 267	22 149

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue :	8 767	3 339
- Comptes ordinaires créditeurs	0	0
- Dettes rattachées	8 767	3 339
Dettes à terme :	3 272 617	2 716 688
- Emprunts et comptes à terme	3 263 548	2 711 706
- Dettes rattachées	9 069	4 982
Total	3 281 385	2 720 026

Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	14 853	1 910
Etat, impôts et taxes	4 610	11 098
Créditeurs divers	62 791	65 663
Dépôts de garantie	52 124	91 885
Total	134 377	170 556

Note 8. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provision VNC ITNL	4 533	4 021	4 533	4 021
Provision risque opérationnel	209	177	0	386
Total	4 742	4 199	4 533	4 408

Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Loyers constatés d'avance CB	52 268	42 257
Loyers constatés d'avance LS	1 688	1 364
Charges à payer	2 224	2 656
Total	56 180	46 277

Note 10. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2024
Capital (1)	248 500				248 500
Primes d'émission					
Réserve légale					
Réserves réglementées					
Réserves ordinaires	465				465
Report à nouveau	-314 732		11 931		-302 801
Subvention d'investissement	2 483			406	2 889
Amortissements dérogatoires cogénération (note 20)	0			0	0
Autres amortissements dérogatoires (note 20)	542 737			59 979	602 716
Résultat	11 931	-31 786	-11 931		-31 786
Total	491 384	-31 786	0	60 384	519 983

(1) Au 31 décembre 2024, le capital social se compose de 16566667 actions de nominal 15 euros.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				Valeur nominale
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	
Actions ordinaires	16 566 667			16 566 667	15
Total	16 566 667	0	0	16 566 667	15

Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatifs aux opérations de CB					288 143	288 143
Engagements de garantie						
Total				0	288 143	288 143

Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit					136 081	136 081
Engagements sur instruments financiers :						
- Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						
Engagements de garantie						
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail						
Autres engagements						
Total				0	136 081	136 081

Engagements reçus de la part de la SG dans le cadre du nouveau calcul du coefficient de liquidité (Exigence RUBA)

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	14 534	11 494
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêt	14 534	11 494
- Intérêts sur SWAPS	0	0
Produits divers d'intérêts	0	0
- Autres intérêts	0	0
	14 534	11 494
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- sur compte ordinaire	0	0
- sur compte et prêt à terme	7 069	6 464

Note 13 bis. – Intérêts et charges assimilées

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	77 154	35 086
- Intérêts sur compte ordinaire	8	5
- Intérêts sur compte et emprunts	68 201	26 691
- Intérêts sur SWAPS	0	0
- Engagement de garantie	5 785	5 695
- Autres intérêts et charges assimilées	3 161	2 696
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Total	77 154	35 086
(1) Dont intérêts courus à payer :		
- sur compte ordinaire	0	0
- sur compte et emprunts à terme	9 069	4 982

Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et de Location simple

Détail des produits sur opérations de crédit bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	996 171	71 356	846 217	68 461
Indemnités de résiliation, autres produits	10 351	-33	8 376	87
Plus-values sur cessions	34 124	19 753	29 762	19 345
Escomptes obtenus	0	0	0	0
Provision pour dépréciation	-6 676	0	-6 759	-8
Reprise provision pour dépréciation N-1	6 759	8	6 319	303
Total	1 040 729	91 084	883 915	88 189

Détail des charges sur opérations de crédit bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires	903 732	88 214	796 411	88 525
Moins-values sur cessions	35 611	748	40 655	577
Autres	4 329	190	3 528	469
Dont commissions d'apport*	2 114	182	1 743	174
Total	943 673	89 152	840 594	89 571

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit bail et LOA" et "charges sur opérations de location simple". Ces commissions étaient enregistrées en 2008 dans le poste "charges de commissions".

Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
- Sur produits divers de gestion courante	106	112
Total	106	112

Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
- Sur charges diverses de gestion courante	203	318
Total	203	318

Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Entretiens et réparations	0	0
Assurance	36	36
Prestations, études informatiques	-2	242
Honoraires facturés au titre du contrôle légal	97	316
Autres honoraires	259	248
Impôts et taxes	0	0
Frais actes et contentieux	94	93
Refacturation frais répétables	0	0
Locations	0	0
Publicité, relations publiques	0	3
Déplacements	0	0
Transports, déplacements et frais de mission	0	0
Frais de télécommunication et postaux	-6	29
Refacturations sociétés groupe	0	0
Condamnation	15	9
Divers	13 109	9 355
Total	13 601	10 331

Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Perte sur clients et débiteurs divers	-7 617	-9 990
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-33 854	-33 995
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	33 995	35 257
Profits sur clients	659	575
Total	-6 817	-8 153

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour - 213 K€ a été comptabilisée en coût du risque (comprend stock N-1 et décote négative N).

Note 18. – Produits exceptionnels

Néant

Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant

Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant (2)	-43 528	11 742	-31 786
Résultat exceptionnel	0	0	0
Total	-43 528	11 742	-31 786

(1) Du fait de l'intégration fiscale, la société perçoit une subvention égale à la créance d'impôt réalisée. Le taux d'impôt retenu est de 25,83 % (avec la contribution sociale) sur le déficit de l'exercice. (2) Résultat courant avant impôts issu de la liasse fiscale

Note 20. – Dotations / Reprises

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements dérogatoires 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements dérogatoires 31/12/2024
- Sur amortissements dérogatoires Crédit-bail (Amort. max)	542 736	59 979	0	602 715
- Sur amortissements dérogatoires Location simple (Amort. max)	480 550	58 623	0	539 173
- Sur amortissements dérogatoires en cogénération (éolienne)	62 186	1 356	0	63 542
	0		0	0
Total	542 737	59 979	0	602 716

Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						698 727
- A vue	1 088					1 088
- A terme	144 785	44 438	240 741	267 676		697 640
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	145 873	44 438	240 741	267 676	0	698 727

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						3 281 385
- A vue	2 192	6 576				8 767
- A terme	279 900	703 252	2 074 656	214 810		3 272 617
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 765
- A vue (voir note ci-dessous).					0	0
- A terme	1 765					1 765
Total	283 857	709 827	2 074 656	214 810	0	3 283 150

Note 22 : Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (En milliers d'euros.)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	697 640	
Créances clients et comptes rattachées	0	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 272 617	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	136 081	

Filiales et participations

Néant

IV. – Affectation du résultat

L'associée unique constate que l'exercice 2024 se solde par :

— Un déficit de : - 31 785 945,52 €

— Un report à nouveau débiteur de : - 302 800 614,81 €

L'associée unique décide d'affecter le déficit au report à nouveau débiteur qui s'établit désormais à - 334 586 560,33 €.

V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGELEASE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Votre société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note III – « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans cette note, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 9 mai 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Amel HARDY-BEN BDIRA

Audit KPMG SA
Nicolas DE LUZE

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.